TRANSITIONS LIMOUSINES
TRANSFORMONS L'ÉCONOMIE D'ICI 2050

Rapport de synthèse des ateliers de concertation “Agriculture et Alimentation” en Limousin

---

Mars–juin 2026 · Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

Objet du document

Fournir une lecture globale et approfondie de l’ensemble des comptes rendus de la concertation Agriculture & Alimentation menée en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne entre mars et juin 2026 ; mettre en perspective les éléments recueillis avec le diagnostic de Transitions Limousines; hiérarchiser les convergences, divergences, leviers, freins et scénarios susceptibles de structurer une restitution et une phase de décision.

Document préparatoire à une restitution publique. Il ne constitue ni un sondage représentatif, ni une validation politique des options présentées. Il distingue les idées récurrentes, les consensus sous conditions, les controverses et les propositions ponctuelles. Les occurrences chiffrées des actions sont documentées dans le fichier Excel associé.

Sommaire

Introduction **3**

Résumé **4**
1. La thèse générale en dix points 4
2. Un récit de synthèse se dégage **5**
3. Les questions en suspens **5**

Présentation détaillée des éléments issus de la concertation 6
1. Principaux enseignements : un système sous tension, des enjeux systémiques 6
1.1. Un métier agricole devenu difficile à habiter 6
1.2. Une alimentation contrainte par le revenu, le temps et la mobilité 6
1.3. Le verrou économique : prix, pouvoir de marché et continuité de filière 6
1.4. L'eau devient une contrainte organisatrice 7
1.5. L'habitabilité climatique et la continuité d'activité 7
1.6. Des vulnérabilités écologiques et sanitaires interdépendantes 7
1.7. Au coeur du système, une “boucle de fragilisation” 7
2. Un avenir désirable apparaît **8**
3. Convergences : les leviers qui se dégagent **9**
3.1. La coopération : le véritable « invariant » de la concertation 10
3.2. La diversification : passer de la spécialisation à la mosaïque 10
3.3. Gérer l'eau et la chaleur à l'échelle du bassin de vie 10
3.4. Former, transmettre et rendre capable d’agir 10
3.5. Revenu, travail et santé : la condition sociale de la transition 11
3.6. Rééquilibrer la chaîne de valeur et la commande publique 11
3.7. Relocaliser les capacités et sécuriser la continuité 11
3.8. Les solutions fondées sur le vivant 11
4. Divergences et controverses 12
4.1. Le point de tension principal : la place de l’élevage bovin 13
4.2. L’ambivalence du progrès technique 13
4.3. L’échelle locale ne résout pas tout 13
4.4. Réguler le marché ou transformer les structures de consommation ? 13
4.5. Financement public : condition de transition ou masque du vrai coût ? 14

ANNEXES **15**
1. Périmètre, corpus et méthode 15
2. Échelles d’action et responsabilités 16
3. Les pensées « hors de la boîte » à conserver 16

Introduction

Transitions Limousines a réalisé, entre 2024 et 2025, un diagnostic du fonctionnement du système alimentaire et agricole du Limousin en s'appuyant sur les ressources documentaires scientifiques disponibles. Après validation par des acteurs économiques, scientifiques et administratifs, ce diagnostic a été présenté sur les trois départements du territoire.

Un cycle de trois ateliers de concertation a ensuite été organisé en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne autour des entrées thématiques suivantes :

- Santé et social
- Ressources et climat
- Economie et revenus

Ouverts aux acteurs économiques, aux politiques ainsi qu'aux simples citoyens, ces ateliers ont permis à 120 personnes d'échanger, de débattre et de formuler des propositions sur les trois thématiques précitées.

Le présent document est une synthèse de ces débats et des propositions qui en ont découlé.

Avertissement : précautions d'interprétation du document

- Le mot "consensus" est régulièrement utilisé dans ce document. Il ne désigne pas une approbation statistique de la population limousine. Il signifie qu'une idée est récurrente, peu contestée dans les comptes rendus et compatible avec le diagnostic réalisé par Transitions-Limousines. Les groupes de travail ayant été de petite taille et les participants ayant un profil de personnes souvent déjà sensibilisées, les ateliers fournissent une matière qualitative riche, mais pas un mandat représentatif. Les voix de la grande distribution, des industriels agroalimentaires, des banques, des assureurs, des jeunes non engagés, des salariés agricoles, des ménages très précaires et d'une partie de l'agriculture conventionnelle sont insuffisamment présentes.
- Certaines solutions sont proposées spontanément sans avoir été soumises à une analyse de faisabilité. D'autres peuvent être des idées personnelles sans véritable fondement.
- Les exercices de persona et de projection font ressortir des aspirations et des peurs ; ils ne remplacent pas une modélisation économique, agronomique ou climatique.
- La distinction entre le niveau de la ferme, le bassin de vie, le département, la région, l'État et l'Union européenne n'est pas toujours explicite dans les échanges. Elle est reconstruite dans ce rapport.

Résumé

La concertation “agriculture - alimentation” n’avait pas pour objet de livrer un « scénario » au sens strict - c’est-à-dire une trajectoire chiffrée, argumentée, assortie d’une gouvernance - mais elle produit une orientation collective cohérente. Le corpus complet des trois cycles d’ateliers fait apparaître un cap commun : construire un Limousin nourricier, herbager mais plus diversifié, coopératif, sobre en ressources et socialement juste, où la transition améliore réellement le revenu, la santé, le temps de vie des actifs et l’accès de tous à une alimentation de qualité. Le troisième cycle précise un verrou décisif : la valeur ne peut être mieux répartie par la seule bonne volonté des acteurs ; elle suppose des contrats, des outils territoriaux, une commande publique adaptée, de la transparence et une régulation du pouvoir de marché.

1. La thèse générale en dix points

1. Les enjeux et les solutions sont systémiques. Les participants décrivent un enchevêtrement de crises : revenus et prix, pénibilité, isolement, transmission, dépendances énergétiques et matérielles, sécheresse, chaleur, biodiversité, précarité alimentaire et fragilité des outils de transformation. Une réponse isolée déplace souvent le problème sans le résoudre.

2. La coopération est le levier le plus transversal, mais elle doit être traitée à l’échelle du système comme quelque chose de vraiment structurant. CUMA élargies, salariés partagés, réseaux de voisinage, comités de gestion de l'eau, cuisines et bâtiments mutualisés, échanges de compétences et caisses de solidarité demandent des règles, de l'animation, du temps et des financements durables.

3. L’eau devient un principe d’organisation du scénario. Les exercices de sécheresse et de chaleur font passer la question hydrique du statut de risque sectoriel à celui de contrainte structurante : ressources par bassin, priorités d’usage, capacités des sols et des milieux, abreuvement, irrigation, usages industriels et continuité des services doivent être pensés ensemble.

4. La diversification est pensée à deux niveaux. À l'échelle de la ferme, elle réduit l'exposition à un marché ou à un aléa. À l'échelle du territoire, elle reconnecte élevage, cultures alimentaires, arboriculture, maraîchage, transformation, énergie et services sans demander à chaque exploitation de tout faire.

5. Le futur de l'élevage reste central mais non tranché. Un consensus existe pour préserver les prairies, le bocage et les élevages à l'herbe, tout en ajustant les effectifs aux ressources fourragères et hydriques, en développant l'ombre et l'abreuvement, en réorientant une partie des surfaces vers l'alimentation humaine et en conservant davantage de valeur sur le territoire.

6. Relocaliser signifie surtout relocaliser la valeur, les capacités et la continuité. Par exemple sur la filière viande : abattage, découpe, transformation, froid, stockage, logistique et contractualisation doivent permettre d'absorber les à-coups : afflux temporaire lors d'une décapitalisation, puis pénurie de matière première, hausse des prix et fragilisation des entreprises.

7. La justice sociale est une condition de réussite. Sécurité sociale de l'alimentation, restauration collective, tarification, jardins accompagnés, cuisines partagées, mobilité et apprentissage doivent garantir simultanément un prix digne aux producteurs et un accès réel à une alimentation saine.

8. L’adaptation concerne aussi les rythmes et les services. Horaires agricoles, scolaires, commerciaux et industriels, bâtiments, espaces frais, mobilité, garde d’enfants, chaîne du froid et protection animale doivent être adaptés aux épisodes extrêmes.

9. Le futur désirable est d’abord un futur habitable. Les récits de 2040 parlent de temps retrouvé, de santé, de famille, de fierté, de transmission, de paysages vivants et de solidarité. Le corpus renforce cette idée : traverser les crises sans abandonner les personnes, les animaux ni les milieux les plus vulnérables.

10. Le partage de la valeur est un problème de gouvernance économique. Les trois ateliers du cycle 3 montrent un triangle difficilement conciliable entre prix rémunérateur, budget des ménages et coûts des intermédiaires. Réduire certains maillons peut aider, mais l’intermédiation reste nécessaire. Les pistes convergent vers la contractualisation, la mutualisation logistique, les outils coopératifs, la

réforme de l'achat public, la transparence, la prévention sanitaire et la régulation du marketing ou de la spéculation.

2. Un récit de synthèse se dégage

La « conciliation limousine »

Préserver le socle herbager et bocager, ajuster les productions et les cheptels aux capacités des sols et de l'eau, développer les productions végétales nourricières, reconstruire des capacités territoriales de transformation et de logistique, garantir l'accès alimentaire et organiser la continuité d'activité lors d'évènements climatiques intenses (sécheresses et fortes chaleurs, grêle, vent..). Cette trajectoire s'appuie sur des communs durablement financés.

3. Les questions en suspens

• **Trajectoire de l'élevage :** quels effectifs, quels systèmes, quels débouchés et quelle place pour l'engraissement à l'herbe d'ici 2030, 2040 et 2050 ?

• **Budget hydrique territorial :** quelles ressources réellement disponibles par bassin, quels besoins minimaux et quelle hiérarchie entre alimentation, abreuvement, milieux, usages domestiques, industrie, tourisme et énergie ?

• **Vers quelle diversification ?** : quelles productions végétales compte tenu des sols, de l'eau, du climat, des compétences et des marchés ?

• **Infrastructures et continuité** : quels abattoirs, ateliers, stocks, chaînes du froid, capacités électriques et plans de fonctionnement dégradés, avec quels volumes minimaux et quels porteurs ?

• **Accès social :** quel dispositif territorial articulant restauration collective, sécurité sociale de l'alimentation, aide alimentaire, mobilité, cuisine et prix rémunérateurs ?

• **Habitabilité climatique :** comment adapter bâtiments, horaires, écoles, lieux de travail, espaces publics, santé et protection animale aux fortes chaleurs ?

• **Ressources et technologies :** quels arbitrages explicites sur les usages non alimentaires des terres ,pour produire de l'énergie : la biomasse, le photovoltaïque, la méthanisation…?

• **Gouvernance et financement :** qui pilote, qui paie, qui anime dans la durée, qui rend compte et selon quelle procédure de résolution des conflits ?

• **Répartition de la valeur et régulation :** quels mécanismes de contractualisation, de transparence, de commande publique, de coopération avec la distribution et de protection des ménages permettent de payer correctement les producteurs sans exclure les consommateurs ?

• **La notion de prospérité** doit être redéfinie : revenu disponible, taux horaire, dette, temps de travail, santé, autonomie de décision, qualité des relations et capacité à transmettre ?

Présentation détaillée des éléments issus de la concertation

1. Principaux enseignements : un système sous tension, des enjeux systémiques

1.1. Un métier agricole devenu difficile à habiter

Le thème le plus profond n'est pas seulement le niveau de revenu, mais la possibilité de mener une vie entière dans le métier. Les récits associent la charge de travail, permanence auprès des animaux, matériel vieillissant, lourdeur administrative, endettement, exposition à la chaleur et aux produits chimiques, douleurs physiques, stress, solitude et difficultés à construire une vie de couple ou de famille auxquels s'ajoutent les aléas climatiques. La transmission est vécue à la fois comme une question économique, identitaire, familiale et résidentielle : quitter la ferme signifie parfois perdre sa maison, son statut et son monde social.

> *« Il faut regarder le taux horaire », « impossible de rencontrer quelqu'un », « moins seule », « soulagés et heureux » : ces formulations signalent que la soutenabilité humaine est au cœur du débat.*

1.2. Une alimentation contrainte par le revenu, le temps et la mobilité

Les personas de consommateurs montrent que l'accès à une alimentation de qualité ne dépend pas seulement du prix. S'ajoutent le manque de temps pour cuisiner, la perte de savoir-faire, l'éloignement des commerces, la difficulté à se déplacer, les horaires des marchés, la garde des enfants, la fatigue et l'attrait fonctionnel du supermarché ou du drive. Les personnes âgées et les familles modestes apparaissent comme les plus exposées. La situation produit de la culpabilité : savoir ce qu'il faudrait manger sans pouvoir le faire.

La concertation relie explicitement alimentation, surpoids, maladies chroniques, chaleur, isolement et dignité. Elle déplace donc le sujet de la seule « consommation responsable » vers une politique d'accès, de temps, d'apprentissage et de services.

1.3. Le verrou économique : prix, pouvoir de marché et continuité de filière

Les ateliers sur l'eau et l'énergie révèlent la vulnérabilité des exploitations et des intermédiaires aux carburants, aux aliments du bétail, à l'électricité, aux transports, au froid et aux ruptures d'approvisionnement. Les trois jeux de négociation du cycle 3 ajoutent un constat convergent : les prix proposés par les acteurs sont rarement compatibles. Le producteur cherche à couvrir des coûts variables et des risques biologiques ; l'abattoir et la transformation ont besoin de volumes réguliers et d'investissements lourds ; la restauration collective et les ménages disposent de budgets contraints ; la distribution raisonne en attractivité-prix et en concurrence.

Le résultat n'est pas seulement un mauvais partage de la marge. Il s'agit d'une chaîne où le risque, le pouvoir de négociation et le travail d'intermédiation sont inégalement distribués. La vente directe ou le magasin de producteurs peuvent conserver davantage de valeur et rendre l'origine visible, mais ils transfèrent aussi du temps commercial et logistique aux agriculteurs et ne peuvent absorber tous les volumes. Les ateliers convergent donc vers des solutions hybrides : contrats de volumes et de prix, mutualisation de la collecte, plateformes de producteurs, cuisines ou chaînes logistiques communes, coopératives de producteurs ou de consommateurs, transparence sur les coûts et commande publique mieux adaptée.

L'atelier haut-viennois élargit enfin le raisonnement au budget global des ménages : le logement, l'énergie et les autres dépenses contraintes réduisent la part disponible pour l'alimentation. Il propose des pistes plus structurelles - prévention sanitaire, régulation de la publicité, socialisation de certains coûts essentiels, taxation de la spéculation - qui dépassent le seul périmètre agricole mais éclairent la difficulté à concilier prix accessible et prix rémunérateur.

1.4. L'eau devient une contrainte organisatrice

Les ateliers consacrés aux chocs physiques donnent à l'eau un statut central. La baisse des rendements, l'abandon de certaines cultures, les kilomètres parcourus pour abreuver, les conflits d'usage, les investissements d'irrigation et la dépendance au réseau affectent simultanément les fermes, les transformateurs, les collectivités et les ménages. Les participants proposent un plan ou comité local de gestion de l'eau réunissant agriculture, énergie, industrie, tourisme, collectivités et habitants pour anticiper, partager et prioriser.

Les réponses s'organisent selon une hiérarchie encore à formaliser : sobriété et lutte contre les pertes ; matière organique, paillage, haies, bosquets, ripisylves et zones humides ; adaptation des variétés, races et volumes ; récupération des eaux de toiture et réutilisation des eaux de process ; irrigation efficiente ; puis stockage artificiel évalué dans son bassin. Cette hiérarchie évite de maintenir indéfiniment des systèmes incompatibles avec la ressource.

1.5. L'habitabilité climatique et la continuité d'activité

Les scénarios de sécheresse extrême font apparaître une question plus large que la production agricole : peut-on encore travailler, se déplacer, apprendre, soigner, transformer et distribuer lorsque les températures dépassent régulièrement 40 °C ? Les notes évoquent des horaires décalés, des bâtiments à isoler et ombrager, des espaces frais communaux, des magasins et industries fonctionnant selon les saisons, des salariés exposés, des systèmes de santé débordés et des animaux en souffrance.

L'adaptation doit donc intégrer une continuité d'activité en climat chaud : protocoles de chaleur, organisation saisonnière du temps, disponibilité minimale d'eau, d'électricité et de froid, protection des personnes fragiles, solutions d'ombre et d'abreuvement pour les animaux, et plans de reprise après les chocs. Cette dimension relie agriculture, urbanisme, santé, école, travail et services publics.

1.6. Des vulnérabilités écologiques et sanitaires interdépendantes

La biodiversité apparaît à la fois comme victime et comme condition de production : haies, arbres, auxiliaires, zones humides, diversité des prairies, pollinisation, santé des sols et régulation des parasites. La sécheresse augmente aussi les risques de mortalité animale, de prédation, de maladies et de maltraitance involontaire lorsque l'eau, l'ombre ou les ressources fourragères manquent.

La page publique de cadrage de Transitions Limousines souligne la valeur stratégique des prairies, des haies, du foncier abordable et des structures de formation, mais aussi la spécialisation bovine, les faibles revenus, les émissions de GES et les vulnérabilités liées à l'eau et au climat. Les ateliers renforcent l'intérêt d'une lecture One Health reliant santé humaine, animale et écosystémique.

1.7. Au coeur du système, une "boucle de fragilisation"

La production écrite issue de la concertation ne décrit pas une série de problèmes indépendants. Elle raconte un système où chaque fragilité en renforce une autre : un revenu faible limite l'investissement et le temps disponible ; la spécialisation accroît la dépendance aux marchés, à l'eau et au climat ; l'agrandissement renforce la charge de travail ; la précarité des consommateurs pèse sur les prix ; l'affaiblissement des outils locaux allonge les chaînes ; la chaleur et les ruptures de ressources peuvent interrompre simultanément production, transformation, distribution et accès aux services.)

Au sein de ce système la filière animal (bovin, ovins) est entretenue par une boucle de fragilités qui s'auto alimente.

De faibles revenus entraînent la recherche de l'agrandissement pour avoir plus d'aides, ce qui augmente la change de travail et les dettes. Ce mécanisme entraîne des difficultés à transmettre les terres et une concentration des terres par exploitation ayant pour conséquence mathématique le recul du nombre d'actifs agricoles. Le manque de temps, l'endettement et l'historique des pratiques de

productions engendrent une dépendance aux circuits longs pour vendre. Cela limite la captation de la valeur par les agriculteurs et entraîne de faibles revenus.

Les crises climatiques et énergétiques accélèrent cette boucle.

La transition doit donc modifier plusieurs maillons à la fois. Une modification technique à la ferme, une retenue d'eau, une campagne de communication ou un nouveau marché local ne suffisent pas si les questions de revenu, de temps, de volumes, de demande, de continuité des infrastructures, de ressource hydrique et de gouvernance restent inchangées.

2. Un avenir désirable apparaît

L'ensemble des idées présentées ci-après indiquent un récit désiré par les participants des ateliers.

Le désir exprimé n'est pas celui d'une agriculture toujours plus grande ou plus productive, mais d'un territoire où l'on peut encore travailler, se nourrir, se déplacer et vivre dignement malgré les chocs. Les agriculteurs ont du temps, des associés, une santé suivie et des revenus prévisibles ; les salariés sont protégés de la chaleur ; les animaux disposent d'ombre et d'eau ; les personnes âgées trouvent des lieux frais, des voisins et des services ; les consommateurs accèdent aux produits sans humiliation.

> *« Moins seule », « le travail collectif rebooste », « garder de la joie », « plus proche de la nature », « fierté de la production », « soulagés » : le vocabulaire du futur est relationnel.*

Cette dimension sensible suggère deux indicateurs cardinaux : la capacité des personnes à se projeter dans le territoire et la capacité du territoire à maintenir ses fonctions essentielles lors d'un choc. La désirabilité et la continuité deviennent ainsi complémentaires.

Ce récit "désiré" présentent les caractéristiques suivantes :

1. Un socle herbager et bocager préservé. Prairies, haies et élevage à l'herbe restent constitutifs du territoire, mais les effectifs et pratiques s'ajustent aux ressources.

2. Un système hydro-compatible. Les productions, cheptels, infrastructures et usages sont dimensionnés selon les ressources disponibles et la santé des bassins versants.

3. Une diminution de l'hyperspécialisation. Plus de légumineuses, légumes, fruits, céréales alimentaires, agroforesterie et diversité génétique végétale et animale.

4. Une robustesse organisée à l'échelle territoriale. Les fermes échangent matières, outils, travail, eau de process, savoirs et débouchés ; la diversité est répartie dans une mosaïque.

5. Des filières intermédiaires territorialisées et capables de continuité. Transformation, abattage, logistique, stockage, froid et énergie minimale sont considérés comme des infrastructures stratégiques.

6. Une alimentation plus végétale et moins transformée. La viande devient moins fréquente mais mieux identifiée, mieux rémunérée et cohérente avec les ressources herbagères.

7. Une transition socialement sécurisée. Revenu agricole, santé, temps, transmission, protection des salariés et accès alimentaire sont intégrés aux objectifs.

8. Une organisation adaptée au climat chaud. Horaires, bâtiments, espaces publics, écoles, commerces, industries et services sont pensés selon les saisons et les épisodes extrêmes.

9. Une sobriété matérielle accompagnée. Réduction des besoins, réparation, low-tech, mutualisation et technologies choisies selon les usages, avec solutions de secours.

10. Une gouvernance plus démocratique. Producteurs, consommateurs, collectivités et intermédiaires négocient les volumes, les prix, les critères et les priorités d'usage des ressources.

11. Une chaîne de valeur organisée comme un commun économique. Les volumes, prix, coûts logistiques, critères de qualité et investissements sont négociés dans des cadres stables ; producteurs, consommateurs, collectivités et intermédiaires disposent d'outils collectifs et d'informations comparables.

Attention, cette esquisse de "scénario" n'est pas représentatif de l'ensemble des acteurs économiques et habitants du territoire. C'est une proposition faite par les personnes ayant participées aux ateliers.

3. Convergences : les leviers qui se dégagent

Onze familles de leviers forment le cœur de la matière recueillie. Leur récurrence n'est pas homogène : coopération, éducation, diversification, accès au foncier, liens producteurs-consommateurs, eau, valeur locale et santé ressortent fortement ; certaines idées plus politiques ou technologiques restent ponctuelles.

Levier	Niveau de récurrence	Échelle dominante	Contenu
Coopérer et mutualiser durablement	Très fort	Toutes échelles	Outils, travail, logistique, bâtiments, compétences, caisses et réseaux ; animation et règles financées.
Diversifier productions, activités et débouchés	Très fort	Ferme + territoire	Polyculture-élevage, légumes, fruits, légumineuses, transformation, services et complémentarité entre bassins.
Organiser l'eau, les sols et l'adaptation à la chaleur	Très fort	Ferme + bassin + territoire	Budget hydrique, priorités d'usage, zones humides, haies, matière organique, réutilisation, irrigation ciblée, ombre et protocoles chaleur.
Former, transmettre et rendre capable d'agir	Très fort	École + adultes + professionnels	Cuisine, goût, agriculture, réparation, eau, savoirs anciens, conseil et apprentissage entre pairs.
Sécuriser le revenu, le travail et la santé	Très fort comme objectif	Toutes échelles	Prix, taux horaire, stabilité, simplification, prévention, remplacement, temps libre, logement et transmission.
Rééquilibrer la chaîne de valeur	Fort	Filière + national + local	Transparence, contrats, mutualisation logistique, pouvoir de négociation, commande publique et outils coopératifs.
Relocaliser les capacités et sécuriser la continuité	Fort	Territorial	Abattage, transformation, stockage, froid, transport, énergie minimale, stocks et plans de crise.
Garantir l'accès à une alimentation choisie	Fort	Local + national	SSA, cantines, tarification, mobilité, cuisine, jardins accompagnés, aide alimentaire et budget global des ménages.
S'appuyer sur le vivant	Fort	Ferme + bassin	Haies, arbres, prairies, agroforesterie, zones humides, sols, biodiversité et pâturage.
Faire évoluer l'offre et la demande ensemble	Fort sous conditions	Filière + consommation	Moins de viande mais mieux valorisée, végétal, saisonnalité, produits bruts, restauration et transformation.
Choisir les technologies après sobriété et organisation	Consensus sous conditions	Toutes échelles	Low-tech, réparation, électrification, photovoltaïque, stockage, biogaz et solutions de secours selon les usages.

3.1. La coopération : le véritable « invariant » de la concertation

La coopération est présente dans les trois départements, pour les trois catégories d'acteurs et dans les trois cycles. Le cycle 2 l'élargit à la gestion de l'eau, aux bâtiments frais, aux cuisines, aux matières, aux compétences et aux dispositifs de continuité. Elle devient moins un simple comportement vertueux qu'une infrastructure territoriale de résilience.

3.2. La diversification : passer de la spécialisation à la mosaïque

La diversification est envisagée comme une assurance face aux aléas climatiques et économiques, un moyen de créer de la valeur et une façon de retrouver de l'autonomie. Elle inclut les productions, les races, les cultures, les débouchés, les activités et les sources de revenu. Mais les notes alertent aussi sur la surcharge de travail et la concurrence entre fermes qui développeraient toutes les mêmes activités touristiques, pédagogiques ou de vente directe.

La lecture la plus féconde est territoriale : une exploitation peut se spécialiser relativement, dès lors qu'elle s'inscrit dans un réseau diversifié de fermes et de services. Le territoire devient l'échelle de la robustesse, grâce aux complémentarités, aux échanges de matières et aux infrastructures communes.

3.3. Gérer l'eau et la chaleur à l'échelle du bassin de vie

Le consensus porte d'abord sur l'anticipation : connaître la ressource, définir les usages essentiels, restaurer la capacité des sols et paysages à retenir l'eau, réduire les consommations, adapter les systèmes et organiser le partage avant la crise. Les comités de gestion de l'eau, la tarification progressive, les plans chaleur, les espaces frais et l'adaptation des horaires sont des propositions nouvelles et structurantes.

Cette orientation ne tranche pas automatiquement le débat sur les retenues. Elle fournit toutefois une doctrine : ne stocker ou irriguer qu'après avoir réduit les besoins, restauré les milieux, examiné les impacts cumulés et démontré la cohérence du projet avec le budget hydrique du bassin.

3.4. Former, transmettre et rendre capable d'agir

L'éducation alimentaire est souvent classée en tête des votes. Le corpus l'étend à la transition dans tous les programmes : cuisine, jardinage, réparation, gestion de l'eau, compétences de crise, connaissance des saisons et transmission des savoirs anciens. Elle concerne les enfants, les parents, les élus, les cuisiniers, les consommateurs et les agriculteurs.

Mais plusieurs participants doutent de son efficacité si le système de prix, l'offre, les horaires, la publicité et la grande distribution ne changent pas. La bonne formulation n'est donc pas « éduquer les consommateurs », mais rendre possible et normal le choix souhaitable, tout en développant les compétences.

3.5. Revenu, travail et santé : la condition sociale de la transition

La rémunération revient dans tous les documents, mais les aspirations dépassent le revenu : pouvoir se soigner, prendre des vacances, rencontrer quelqu'un, élever ses enfants, préparer sa retraite, déléguer, travailler moins seul et ne pas être constamment en situation de risque. La transition écologique qui augmenterait la charge de travail ou le capital à engager sans améliorer ces dimensions serait rejetée ou resterait réservée à quelques pionniers.

La notion de prospérité doit donc être redéfinie : revenu disponible, taux horaire, dette, temps de travail, santé, autonomie de décision, qualité des relations et capacité à transmettre.

3.6. Rééquilibrer la chaîne de valeur et la commande publique

Les trois ateliers économiques convergent sur quatre leviers : rendre visibles les coûts et l'origine ; sécuriser des volumes et des prix dans la durée ; mutualiser la logistique et les outils ; renforcer le pouvoir de négociation des producteurs et des consommateurs organisés. La restauration collective est identifiée comme un débouché stratégique, à condition de former les acheteurs, d'adapter les appels d'offres, de regrouper l'offre et de financer les coûts réels de préparation et de livraison.

La réduction du nombre d'intermédiaires est un moyen, non une doctrine suffisante. Les fonctions d'abattage, découpe, stockage, collecte, contrôle sanitaire, distribution et vente ont un coût. L'enjeu est de savoir qui les exerce, qui les possède, comment les risques sont partagés et quelle part de valeur revient à chaque acteur.

Enfin, la consommation n'est pas réductible à une préférence individuelle. La publicité, les standards de praticité, le temps disponible, le logement, les transports et les prix d'appel façonnent les choix. La concertation invite ainsi à articuler politique agricole, politique de santé, commande publique, protection sociale et régulation commerciale.

3.7. Relocaliser les capacités et sécuriser la continuité

Les participants demandent plus de proximité, mais plusieurs groupes précisent qu'il ne faut ni supprimer mécaniquement tous les intermédiaires ni enfermer le territoire dans l'autarcie. L'enjeu est de maîtriser les fonctions critiques - abattage, transformation, stockage, froid, transport, information - et de choisir leurs formes de gouvernance.

La contractualisation, la mutualisation des capacités et la gouvernance des intermédiaires deviennent donc centrales. Les trois ateliers économiques font émerger un modèle de filières territoriales hybrides : vente directe pour une partie des volumes, organisations intermédiaires coopératives ou publiques, partenariats avec les distributeurs, restauration collective structurante et débouchés extérieurs lorsque le marché local est insuffisant. Les PAT sont présentés comme une potentielle solution d'organisation du système.

3.8. Les solutions fondées sur le vivant

Haies, arbres, agroforesterie, bosquets, ripisylves, zones humides, paillage, matière organique, pâturage tournant et sols couverts forment un ensemble cohérent. Ces leviers répondent simultanément à l'eau, à la chaleur, à la biodiversité, au bien-être animal, au carbone, à la fertilité et à la diversification des revenus.

Ils sont particulièrement compatibles avec l'identité bocagère et herbagère du Limousin. La page publique de cadrage les présente comme des atouts déjà présents sur le territoire et donc comme un capital à préserver, pas seulement comme des aménagements futurs.

4. Divergences et controverses

Les divergences ne sont pas des défauts de la concertation. Elles signalent les choix qui devront être instruits et arbitrés : place de l'élevage, retenues d'eau, technologies, rôle de la grande distribution, degré de régulation, financement public, végétalisation, localisme et répartition des risques.

Sujet	Tendance 1	Tendance 2	Question à trancher
Élevage bovin	Préserver un élevage herbager, les paysages ouverts et l'identité territoriale.	Ajuster les cheptels à l'eau, au fourrage, au climat et aux émissions.	Distinguer systèmes, bassins, effectifs et débouchés ; tester plusieurs trajectoires.

Sujet	Tendance 1	Tendance 2	Question à trancher
Viande et végétalisation	Manger moins mais mieux peut libérer du budget pour une viande locale de qualité.	La baisse de la demande de viande bovine peut fragiliser les éleveurs et être vécue comme un déclassement.	Aligner offre, demande, menus, prix et importations.
Localisation	Circuits courts, autonomie et valeur territoriale.	Marchés étroits, petits volumes, travail commercial et risque d'autarcie.	Organiser des filières intermédiaires et des débouchés extérieurs maîtrisés.
Grande distribution	Pouvoir de négociation, promotions, publicité et opacité sont critiqués.	La GMS reste pratique, accessible et capable de volumes.	Coopération, contrats locaux, décentralisation des achats ou régulation plus forte ?
Intermédiaires	Réduire leur nombre pour conserver la valeur.	Abattage, froid, contrôle, transport et vente sont des fonctions nécessaires.	Qui possède et gouverne les intermédiaires, et comment rémunérer le travail réel ?
Bio et labels	Moins de pesticides, santé, qualité et valeur.	Crise de la demande, coûts de conversion et confusion des signes.	Clarifier les garanties et sécuriser une demande durable.
Technologies et énergie	Électrification, PV, biogaz et équipements réduisent certaines dépendances.	Capital, matières, maintenance, emprise foncière et effets rebond.	Sobriété et organisation d'abord ; technologie par cas d'usage.
Eau	Retenues, irrigation efficiente, récupération et réutilisation sécurisent certaines productions.	Impacts écologiques, conflits d'usage et maintien de productions inadaptées.	Budget hydrique, priorité aux sols et milieux, puis examen transparent de chaque stockage.
Règles environnementales	Des obligations sont jugées nécessaires pour protéger les communs.	Instabilité, surcharge et sentiment de normes imposées.	Règles stables, différenciées, financées et co-construites.
Commande publique	Levier puissant pour structurer la demande locale.	Contraintes juridiques, budgets et logistique de petits volumes.	Former les acheteurs, sécuriser les clauses et contractualiser.
Financement public	Compense des externalités et maintien des services territoriaux.	Peut masquer un modèle non viable ou socialiser les pertes.	Distinguer investissement, service d'intérêt général et aide transitoire.
Publicité et liberté de choix	Réguler les injonctions contraires à la santé et au climat.	Risque de contrôle excessif et déplacement des dépenses.	Quel cadre pour le marketing, l'information et la prévention ?
Loup	Cohabitation et protection de la biodiversité.	Stress, coûts, mortalité et atteinte identitaire pour les éleveurs.	Protection, accompagnement, régulation et dialogue territorial.

4.1. Le point de tension principal : la place de l'élevage bovin

La concertation exprime à la fois l'attachement à l'élevage herbager, la reconnaissance de son rôle paysager et la nécessité de réduire certaines pressions. Elle critique les exportations de broutards et la perte de valeur, souhaite davantage d'engraissement local, mais s'interroge sur l'autonomie fourragère, les protéines importées, les sécheresses et les volumes nécessaires aux abattoirs.

La sortie utile consiste à abandonner l'opposition « pour ou contre l'élevage » et à distinguer quatre questions : quels types de productions animales ? combien d'animaux les ressources peuvent-elles nourrir ? quels systèmes maximisent les services et minimisent les dépendances ? quelle part de la valeur reste au territoire ? Quelle consommation permet d'équilibrer santé, climat, accessibilité et revenu ?

4.2. L'ambivalence du progrès technique

Les technologies sont parfois invoquées comme solution rapide — tracteurs électriques, panneaux, méthanisation, climatisation animale, robotique, intelligence artificielle — et parfois comme nouvelle dépendance. Les notes sur l'énergie reconnaissent elles-mêmes que certains travaux agricoles lourds restent difficiles à électrifier. Cette tension rejoint l'analyse du Shift Project sur les cas d'usage et la densité énergétique.

La doctrine proposée est celle de la technologie subsidiaire : réduire le besoin, réorganiser le système, mutualiser, réparer et seulement ensuite choisir la technologie qui reste nécessaire.

4.3. L'échelle locale ne résout pas tout

De nombreuses idées relèvent du local, mais les participants rappellent que les prix, la PAC, les accords commerciaux, les normes, les retraites, la protection sociale, les labels et une partie de la réglementation sur le loup ou l'abattage sont nationaux ou européens. Un plan limousin qui ignorerait ces dépendances créerait de fausses promesses. À l'inverse, attendre la réforme nationale empêcherait l'expérimentation locale.

4.4. Réguler le marché ou transformer les structures de consommation ?

Certains échanges privilégient l'information, l'éducation et le changement volontaire des achats. D'autres considèrent que la publicité, les centrales d'achat, la concurrence par les prix et la concentration rendent ces leviers insuffisants. Les propositions vont de la coopération avec la grande distribution à la limitation de son pouvoir, voire à la sortie de l'alimentation de la logique ordinaire de concurrence. Cette controverse doit être traduite en options testables plutôt qu'en slogans.

4.5. Financement public : condition de transition ou masque du vrai coût ?

Les participants demandent des aides pour les abattoirs, la restauration collective, les investissements d'adaptation et l'accès alimentaire. Ils soulignent toutefois que la subvention peut masquer un modèle fragile ou déplacer la charge vers le contribuable. La décision suppose d'identifier les externalités évitées - santé, eau, biodiversité, emploi, continuité territoriale - et de distinguer soutien transitoire, service d'intérêt général et activité marchande.

ANNEXES

1. Périmètre, corpus et méthode

L'analyse croise l'ensemble des comptes rendus disponibles pour les trois cycles : enjeux sociaux et sanitaires ; chocs physiques liés à l'eau, à l'énergie, à la chaleur et à la biodiversité ; modèles économiques et partage de la valeur. Le corpus comprend des ateliers en Corrèze/Uzerche, en Creuse/Ahun et en Haute-Vienne/Vaseix, la page publique de cadrage de Transitions Limousines et le rapport national du Shift Project. Le fichier de cadrage contient aussi deux liens Google Drive vers le diagnostic et sa synthèse ; leur contenu intégral n'étant pas joint directement au corpus local, l'analyse n'en mobilise que les éléments explicitement présents sur la page publique.

Territoire	Source	Apport principal
Corrèze - Uzerche	Atelier 1	Enjeux sociaux, santé, transmission, revenus, attractivité, élevage et futur 2040.
Creuse - Ahun	Atelier 1 - deux tables	Santé, précarité, installation, transmission, conditions de travail, diversification et solidarités.
Haute-Vienne - Les Vaseix	Atelier 1 - plusieurs tables	Conditions de travail, isolement, accès alimentaire, transformation des fermes, agroforesterie et coopération.
Corrèze - Uzerche	Atelier 2 - eau et énergie	Ressource en eau, dépendance énergétique, mutualisation, low-tech, valeur locale, stocks et accès alimentaire.
Creuse	Atelier 2	Sécheresse, conflits d'usage, plan eau, circularité, contractualisation, continuité de filière et solidarité.
Haute-Vienne - Les Vaseix	Atelier 2 - biodiversité	Biodiversité, végétalisation de l'alimentation, jardins partagés, déchets, savoirs anciens et prévention.
Haute-Vienne - Les Vaseix	Atelier 2 - sécheresse et chaleur	Stress hydrique et thermique, adaptation des horaires, bâtiments, eau, protection animale, entraide et SSA.
Creuse	Atelier 3 - modèles économiques	Jeu de négociation, chaîne viande, prix, volumes, abattoirs, coopératives, restauration collective et aides.
Corrèze	Atelier 3 - modèles économiques	Prix et marges, grande distribution, abattage, engraissement, vente directe, réglementation et revenu.
Haute-Vienne	Atelier 3 - modèles économiques	Pouvoir de marché, budget des ménages, commande publique, publicité, coopératives de consommateurs et logistique.

Territoire	Source	Apport principal
Limousin	Page de cadrage Transitions Limousines	Atouts et fragilités présentés publiquement : prairies, haies, foncier, formation, revenus, spécialisation bovine, GES, dépendances et sécheresse.

Pour l'inventaire des actions, l'unité d'occurrence est une table ou un compte rendu distinct, soit treize unités de source. Les formulations proches ont été regroupées manuellement ; le nombre d'occurrences mesure donc une récurrence documentaire, non un vote ni une représentativité statistique.

2. Échelles d'action et responsabilités

La concertation produit beaucoup de leviers mais les attribue rarement à un niveau de décision. La matrice suivante clarifie les responsabilités possibles.

Échelle	Décisions et leviers	Acteurs clés
Ferme / collectif de fermes	Diversifier, adapter races et cultures, sols et matière organique, haies et ombre, sobriété et récupération d'eau, horaires de travail, diagnostics, CUMA, transformation et vente.	Agriculteurs, CUMA, groupes techniques, salariés, conseillers, banques et assureurs.
Commune / bassin de vie	Jardins et cuisines partagés, marchés, mobilité, espaces frais, horaires saisonniers, fermes municipales, entraide et accès social.	Communes, CCAS, écoles, associations, habitants, professionnels de santé.
Intercommunalité / PAT / bassin versant	Budget hydrique, plateformes d'offre, logistique, restauration collective, contrats, zones humides, plans chaleur et continuité.	EPCI, PAT, syndicats de bassin, chambres, collectifs, acheteurs publics.
Département / région	Abattoirs, ateliers, froid, stockage, formation, installation, aides à l'investissement collectif, filières végétales, transport et observatoire.	Départements, Région, DRAAF, DDT, lycées, organismes économiques.
État / Union européenne	PAC, accords commerciaux, prix et marges, publicité, spéculation, protection sociale, retraites, commande publique, normes sanitaires, droit de l'eau et artificialisation.	Gouvernement, Parlement, UE, interprofessions, autorités de concurrence et santé publique.

3. Les pensées « hors de la boîte » à conserver

Faire une colonne dans le tableau excel qui sera annexé au rapport : idées originales répondant simultanément à plusieurs enjeux

Ces idées ont une qualité rare : elles relient plusieurs problèmes au lieu d'en traiter un seul.

Idée	Potentiel
Emmaüs agricole	Accueil, activité, formation et production sur une ou plusieurs fermes ; croise agriculture, insertion et hospitalité.
Ferme municipale participative	Foncier et coordination publics, implication citoyenne, production locale et apprentissage.
Habitat intergénérationnel agricole	Relie retraite, logement, transmission, aide administrative et lien social.
Banque de travail et troc territorial	Échange de temps, compétences, garde d'enfants, réparations, récolte et soutien administratif.
Épicerie-quincaillerie itinérante	Répond simultanément à la mobilité, à l'alimentation, à la réparation et à la convivialité rurale.
Collecteurs de savoirs anciens	Repérage et transmission de conservation, cuisine, jardinage, artisanat et pratiques adaptées aux crises.
Service civique alimentaire	Temps d'engagement dans les fermes, cuisines et dispositifs d'accès ; à encadrer pour ne pas remplacer l'emploi.
Comité local de l'eau et des communs	Décision anticipée sur les priorités d'usage, le partage des équipements et les réponses aux crises.
Coopérative de consommateurs	Les habitants regroupent leur demande, possèdent l'outil commercial et négocient volumes, qualité et prix.
Alimentation reconnue comme bien essentiel	Sortir partiellement l'alimentation de la seule concurrence et garantir un socle universel de qualité.
Socialisation de certaines dépenses contraintes	Agir sur le logement, la mobilité ou l'énergie pour rendre possible un budget alimentaire digne.
Taxation de la spéculation agricole	Réduire les effets de volatilité et financer la résilience ; proposition nationale à expertiser.
Récit de sobriété joyeuse	Réenchanter les modes de vie, valoriser la saisonnalité, la cuisine, la proximité et le temps plutôt que moraliser.